

Enquête : les personnes accueillies dans le dispositif hivernal la nuit du 30 au 31 janvier 2020

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement (DRIHL)

Au 1^{er} novembre 2019, 4332 places de renfort hivernal potentiellement mobilisables ont été identifiées en Île-de-France, ainsi que 1863 places supplémentaires en cas de déclenchement du plan grand froid. La Nuit du 30 au 31 janvier 2020, 4551 places étaient ouvertes en Ile-de-France, dont 2040 à Paris (le plan grand froid n'était pas déclenché mais de nouvelles places ont été identifiées au fur et à mesure de l'hiver pour compléter les 4332 places préalablement repérées). Parmi elles, 2335 places étaient dédiées à l'hébergement des familles.

Profil des personnes rencontrées dans les structures hivernales franciliennes : de nombreuses familles, une forte proportion de femmes

Durant la nuit du 30 au 31 janvier 2020, soit au même moment que la Nuit de la Solidarité parisienne, 2221 personnes

correspondant à 1491 ménages (dont 255 à Paris) ont répondu à l'enquête Nuit donnée. Les femmes représentent près de la moitié des personnes enquêtées en structures hivernales (48 %), un chiffre relativement stable sur les trois dernières éditions de l'enquête (48 % en 2018 et 52 % en 2019), et bien supérieur aux 14 % de femmes décomptées en rue à Paris la même nuit.

Un peu moins d'une moitié des personnes enquêtées sont seules (49 %), contre 75 % des personnes rencontrées en situation de rue le même soir à Paris. Les familles monoparentales et les couples avec enfants représentent respectivement 23 % et 24 % des personnes enquêtées, alors que l'ensemble des familles ne constituent que 2 % des personnes observées lors de la NDLS. Cette forte proportion de femmes et de familles s'explique par la spécialisation d'une grande partie des places d'hébergement hivernales, destinées à ac-

cueillir majoritairement des familles, et dans une moindre mesure, des femmes isolées.

Près de 80 % des adultes interrogés sont des étrangers non ressortissants de l'Union Européenne, une proportion en augmentation constante mais légère depuis 2017 dans toute la région (75 % en 2018 et 78 % en 2019).

Une errance souvent relativement récente, et des épisodes de rue courts, entre deux solutions d'hébergement

45 % des ménages franciliens interrogés dans les structures de renfort hivernal déclarent être dans une situation de précarité vis-à-vis du logement depuis plus d'un an, alors que c'est le cas pour 61 % des personnes rencontrées à la rue dans la NDLS. À l'inverse, près d'un tiers (32 %) déclarent être dans cette situation depuis moins de 6 mois, une proportion supérieure à celle des personnes en situation de rue (25 %).

Par ailleurs, les ménages enquêtés dans le cadre de l'enquête Nuit Donnée semblent être en situation de rue de façon beaucoup plus intermittente que les publics rencontrés à la rue à Paris la même nuit. Plusieurs éléments viennent corroborer cette hypothèse. En effet, même si 44 % d'entre eux déclarent avoir été admis dans la structure de renfort hivernal dans laquelle ils sont pour une « sortie de rue, d'un hébergement ou d'un squat », 70 % déclarent n'avoir pas été en contact avec les maraudes au cours de l'année précédente, ce qui laisse supposer que l'épisode de rue n'a

MÉTHODOLOGIE

Qui bénéficie du dispositif hivernal ? Pour contribuer à clarifier cette interrogation, la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement d'Île-de-France et la Fédération des Acteurs de la Solidarité d'Île-de-France ont organisé pour la huitième année consécutive l'enquête « une nuit donnée », durant la nuit du 30 au 31 janvier 2020. Elle portait sur les personnes présentes dans les centres d'hébergement, les abris de nuit et les gymnases franciliens ouverts uniquement pendant la période du 1^{er} novembre au 31 mars, hors accueil en hôtel*. Les personnes enquêtées ont été préalablement orientées par des services de compétence départementale (115, services intégrés d'accueil et d'orientation, maraudes, accueils de jour et espaces solidarité insertion).

Avertissement : Cette contribution vise à rendre compte du profil des personnes hébergées exceptionnellement dans le cadre du plan hivernal, et de le mettre en perspective avec celui des personnes rencontrées à la rue en hiver. Les remontées de structures parisiennes n'étant pas complètes pour cette édition de l'enquête, cette contribution s'appuie sur les données régionales qui elles, sont comparables en volume et en qualité à celles des éditions précédentes de l'enquête. Malgré les différences de périmètre géographique, la comparaison des publics en situation de rue et hébergés à une même date reste pertinente.

* En raison de la crise sanitaire, le dispositif a été étendu cette année jusqu'au 10 juillet 2020.

pas duré dans le temps. De plus, près d'un tiers des répondants cite comme motif d'admission dans la structure la perte de logement, la sortie d'hôtel ou d'un centre d'hébergement. C'est donc que les ménages hébergés dans le cadre du plan hivernal sont pour certains également bénéficiaires d'autres dispositifs d'hébergement à d'autres moments de l'année (CADA, hôtel, CHU, etc.).

Plus de la moitié des ménages interrogés cite le lieu d'hébergement du jour de l'enquête comme lieu de résidence le plus fréquent le mois précédent. 16 % des ménages étaient dans un autre centre d'hébergement, et 7 % déclarent avoir passé une majorité des 30 dernières nuits à l'hôtel. Le dispositif de renfort hivernal semble donc profiter à une grande partie des ménages pour l'ensemble de la durée du dispositif, avec une relative stabilité dans les lieux d'accueil.

Un recours aux services de la veille sociale qui diffère de celui des publics rencontrés à la rue

Un peu moins de neuf ménages franciliens sur dix interrogés dans les structures de renfort hivernal ont déclaré avoir été orientés sur cette place en structure hivernale par le 115/SIAO (89 %). De plus, près de la moitié des ménages déclare avoir fait une demande pour une place d'hébergement au SIAO entre le 1^{er} mai et le 31 octobre 2019 (avant la mise en place du plan hivernal). Ce chiffre est en augmentation sur les trois dernières vagues d'enquête Nuit Donnée (38 % en 2018 et 40 % en 2019). Plus de la moitié des ménages

déclare également avoir appelé le 115 pour une place d'hébergement au cours de cette même période, alors que 62 % des répondants à la question pour la NDLS déclarent ne jamais appeler le 115. L'usage du 115 et des demandes via le SI insertion est donc bien plus fréquent chez les ménages hébergés dans les places de renfort hivernal que parmi les personnes en situation de rue à cette même date. Ce résultat peut s'expliquer en partie par le fait que les familles avec enfants, et dans une moindre mesure les femmes isolées, ont une plus grande probabilité d'être effectivement orientées par le 115/SIAO vers une structure d'hébergement, même temporaire, que les hommes isolés, qui constituent la majorité du public rencontré en situation de rue l'hiver.

Les ménages rencontrés dans les structures de renfort hivernal franciliennes semblent hébergés de façon relativement stable en période hivernale, et généralement plus utilisateurs des services de la veille sociale que les publics rencontrés à la rue. L'enquête 2021 devra confirmer ces spécificités pour un même périmètre géographique avec l'analyse des questionnaires remontés de structures parisiennes. C'est avec l'objectif d'obtenir le panorama le plus complet des publics en situation de rue ou d'hébergement temporaire, pour répondre au mieux à leurs besoins, que l'enquête Nuit Donnée sera renouvelée en 2021, en partenariat avec la FAS Île-de-France.